

DIAL 2466

VENEZUELA - Chavez a-t-il tenu parole ?

Andrès Cañizalez

mardi 1er mai 2001, mis en ligne par [Dial](#)

Il y a maintenant un peu plus de deux ans que Hugo Chavez est parvenu au pouvoir au Venezuela après un véritable raz de marée électoral. Le personnage séduit et irrite. Nos modes de pensée européens peinent à comprendre le « phénomène Chavez ». L'homme déroute - y compris dans son propre pays - et les résultats obtenus en matière politique, économique et sociale ne sont pas évidents. Voici, parmi beaucoup d'autres possibles, une tentative de bilan faite par Andrès Cañizalez, directeur de la revue Communication, parue dans SIC, mars 2001 (Caracas).

"Si Chavez ne tient pas parole, ce pays va à sa perte." Angela Zago, 25 janvier 1999

"Nous ne pouvons pas continuer à marcher à tâtons. Cela suffit. Nous devons choisir une orientation qui intègre notre véritable identité et qui ait une suffisante souplesse de manoeuvre. Nous ne continuerons pas à imiter les modèles d'autres pays." Hugo Chavez, 22 janvier 1999

L'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez le 2 février 1999 après le triomphe électoral du 6 décembre 1998 a été marquée par les attentes les plus variées sur le "changement" proposé par le président dans le cadre de ce qu'il a défini comme "révolution bolivarienne". Les anniversaires sont souvent de bons prétextes pour regarder en arrière et faire le bilan du chemin parcouru. Bien que à strictement parler le gouvernement Chavez ait peu de mois d'existence dans la "Vème République", en fait, le 2 février dernier se sont achevés deux ans de gestion présidentielle. Cela vaut la peine de revenir sur le passé.

Il a soustrait plus qu'additionné

L'examen de la période présente montre de manière évidente qu'on a soustrait plus qu'additionné. Il ne s'agit pas de considérations électorales, (bien qu'il conviendrait d'analyser la participation dans le ballet des 7 élections des dernières années). Quelques proches collaborateurs du président survivent depuis le 2 février 1999 et quelques uns d'entre eux ont été soumis à une forte rotation dans diverses charges, ce qui tend à prouver le manque de personnalités de confiance sur lesquelles Chavez peut s'appuyer pour se décharger en partie des lourdes charges de la gestion gouvernementale.

Le premier cabinet Chavez promettait la diversité, mais il n'a pas produit les fruits espérés. Le président a commencé à faire des soustractions et au milieu du "processus", ceux qui auparavant étaient dedans sont devenus ses ennemis. Les élections de 2000 ont été le point le plus symbolique de ce phénomène, lorsque Francisco Arias Cárdenas, "l'âme sœur" de Chavez, lui a disputé la présidence.

Le Chavez des premiers mois manifestait toujours clairement qu'il avait "la balle en main", pour employer les termes du base-ball, mais qu'il invitait les autres à être sur le terrain et à jouer.

Il y a deux ans il était encore courant de voir par exemple aux portes de Miraflores [Palais présidentiel], la Conférence épiscopale qui, appelée par le chef de l'État, donnait son point de vue sur certains sujets d'intérêt public. Ou bien, Chavez apparaissait souriant dans une réunion de chefs d'entreprises pour

débattre sur la proposition de nation pour le XXIème siècle. Voir aujourd'hui ces photos, c'est comme regarder un album d'autrefois. Le dialogue s'est transformé en longs monologues auxquels sont invités officiellement quelques protagonistes du secteur social, économique ou religieux, pour apparaître seulement dans des cérémonies officielles avec chaînes de télévision à l'appui. Un échange démocratique sain a laissé la place à un certain isolement, ce qui est grave quand nous avons encore devant nous au moins cinq ans de gouvernement.

Une des grandes promesses de la campagne de 1998 était de développer et de favoriser une démocratie participative. Celle-ci n'a pas pris forme, ce qui explique le manque toujours plus grand de dialogue social. La participation se mesure à la relation avec le président et finit par se réduire à des appels ou lettres qui lui sont adressées pour demander ou dénoncer quelque chose. Les expressions de participation citoyenne, non affiliées au "chavisme", ont été durement discutées et critiquées par le pouvoir, ce qui est loin de nous conduire à une participation authentique dans la construction démocratique de notre société.

Voici le modèle

Le modèle promis d'une économie à visage humain reste un dû, au moins comme un modèle qui puisse être présenté d'une manière cohérente, débattu et exécuté. Chavez, peut-être par sa personnalité, a imposé à l'administration un rythme, sans direction claire, avec des buts fixés lors de quelque allocution improvisée et avec des objectifs flous, difficilement évaluables pour mesurer l'efficacité gouvernementale. Le modèle du pays que nous voulons n'a pas été mis par écrit et n'a pas été soumis non plus à discussion, bien que cela ait été un fer de lance dans l'offensive électorale du président. La dette extérieure peut constituer un exemple de la politique actuelle : comme candidat et président élu, Chavez a fustigé le paiement aux créanciers étrangers, pour qu'ensuite son gouvernement, dans ces 24 derniers mois, respecte fidèlement les engagements pris.

Il y a deux ans, Chavez condamnait fortement le caractère d'"aumône" des programmes sociaux dont il avait hérité de Caldera. Le social était le drapeau de la nouvelle gestion et dans l'un de ses élans inspirés, le chef de l'État laissa même entrevoir la possibilité de laisser La Casona [Palais occupé par les bureaux du gouvernement] qu'il considérait comme un luxe inutile pour la destiner à un centre d'accueil pour les enfants des rues. Aujourd'hui, l'assistentialisme du FUS (Fond social unique) ressemble à celui du passé et la centralisation des programmes sociaux est plutôt un foyer de nouvelles corruptions et de managements irréguliers de ces programmes si prioritaires. À ses débuts, le président faisait l'éloge du travail ecclésial dans les communautés marginalisées et annonçait que les programmes sociaux devraient passer par ce canal ; aujourd'hui la menace plane sur les expériences menées par l'Église avec l'apport financier officiel pour l'éducation des plus pauvres.

Si à travers le gouvernement l'on perçoit des intentions et des stratégies quand au rôle de l'État dans des domaines comme l'éducation, la politique économique, les relations extérieures et le pétrole, dans chacun de ces domaines le Chavez qui il y a deux ans dessinait ce que serait sa gestion, maintenant s'apprête à tenir parole.

Hector Navarro (aujourd'hui ministre de l'éducation) et Arnaldo Esté (Chargé de la Commission des relations avec l'éducation) laissaient clairement entendre en février 1999 le rôle directeur de l'État dans le domaine éducatif et depuis lors cherchaient à mettre en place une révolution éducative qui devait concerner aussi les universités. En politique extérieure, lors de ses voyages comme président élu, Chavez laissa aussi entendre clairement qu'il développerait une ligne indépendante, même si cela devait ne pas être agréable aux États-Unis, alors qu'en matière pétrolière la stratégie fut de renforcer l'OPEP et de s'ajuster à la politique qui découlerait de l'organisation maintenant dirigée par le ministre Ali Rodriguez.

Tout au long de ces 24 mois d'activité intense, deux tendances se sont manifestées et, comme une bonne partie du "processus", elles sont liées [à la personne] du président.

En premier lieu, les autres pouvoirs publics ont perdu de l'importance dans la dynamique politique, et spécialement le Parlement, non seulement ce parlement "moribond" de 1999, mais aussi l'Assemblée

nationale elle-même dans laquelle l'axe officialiste MVR-MAS (Mouvement Vème République - Mouvement pour le socialisme) a la majorité. La demande de pouvoirs spéciaux à travers une "Loi Habilitante" était une condition qui se négociait déjà avant d'assumer la présidence. Réitérée aujourd'hui, elle est peut être le signe que nous avons un exécutif qui réclame pour le déroulement normal de sa gestion gouvernementale des conditions exceptionnelles qui en réalité justifieraient une Loi Habilitante. Les comptes que Chavez a rendus devant le Parlement en janvier dernier ont été plutôt symboliques, vu que de la part du corps législatif, il n'y a pas eu de contrôle ; cela s'est conjugué avec un exécutif qui en cette période a eu d'amples possibilités de légiférer.

D'un autre côté, le président a joué sur l'aspect spectaculaire de ses effets d'annonces. Selon ce qu'ont laissé entrevoir ses collaborateurs, quelques affaires en cours qui devaient encore être débattues, affinées dans leurs détails ou être complètement définies, ont été publiées d'une manière précipitée par la bouche de Chavez. En fait, le chef de l'État a marqué de nouveau, à travers chacune de ses annonces et de ses décisions (et dans la forme où elles sont transmises au pays), qu'il tient la poêle par le manche. Bien que à l'évidence ce soit le président qui détienne le pouvoir, certaines pratiques ont été bouleversées, qui manifestaient que les décisions d'un gouvernement étaient collectives, débattues et analysées et qu'elles n'émanaient pas exclusivement de la figure centrale. Cela se répète depuis que le 2 Février 1999 il avait lancé l'appel à la Constituante qu'alors qu'on débattait encore des aspects du processus légal et que la date du 15 février avait été fixée pour l'annoncer. Il s'est passé la même chose avec la "révolution culturelle" de janvier dernier et avec la désignation plus récente de José Vicente Rangel au ministère de la défense.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2466.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : *SIC*, mars 2001.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.